

Loi Energie-Climat : des amendements d'un désintéressement Total

*s clés en main
ge d'électricité bon marché.*

pour chang

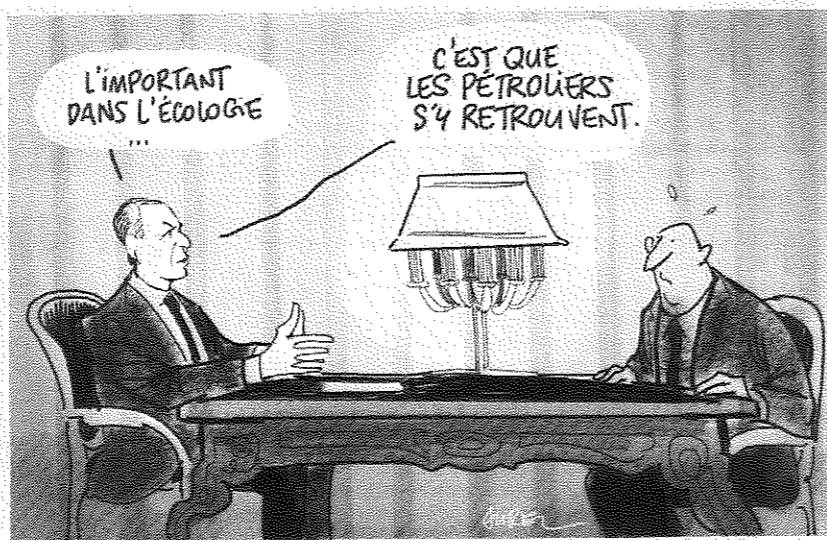
ALORS que le projet de loi Energie-Climat – destiné à verdir l'image du gouvernement – doit bientôt être discuté par les députés, certains viennent de recevoir un document étonnant. Il s'agit d'un ensemble d'amendements, livrés clés en main, aimablement préparés par une filiale de... Total !

Dans cette « liasse amendements TDE PJJ énergie », dont « Le Canard » a eu copie, Direct Energie, la filiale en question, propose aux destinataires, membres de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée, pas moins de huit amendements : des bouts de loi fournis avec l'indispensable « exposé des motifs », le tout frappé du logo du groupe pétrolier.

Lobbyistes survoltés

Ce lobbying aussi discret qu'une nappe de mazout ne semble pas avoir effrayé tout le monde. Pour preuve, l'amendement n° CE590, présenté par deux députés La République en marche. Ce texte reprend l'une des principales revendications de la « liasse » pétrolière : permettre aux concurrents d'EDF (dont Total) de racheter deux fois plus d'électricité d'origine.

EDF est en effet tenu de vendre 25 % de son électricité à ses concurrents, au prix fort avantageux de 42 euros le mégawattheure – tarif fixé en 2012. Sauf que, en 2018, le cours du mégawattheure sur les marchés s'est envolé (plus de 61 euros cet automne). Les rivaux d'EDF se sont donc rués sur son électricité nucléaire, beaucoup moins chère. Et



leur demande a largement excédé le plafond annuel autorisé de 25 %. Le prix du mégawattheure se maintenant aujourd'hui autour de 50 euros, les électriciens privés – telle la filiale de Total – s'activent pour doubler la hauteur de ce plafond. Tandis qu'un amendement gouvernemental entient, lui, pour le relever de 50 %.

Haute tension

L'offensive des lobbyistes reflète la féroce guérilla engagée depuis quelque temps déjà contre le patron d'EDF, Jean-Bernard Lévy, qui s'en plaint publiquement. Et son entourage pense avoir identifié le chef de cette offensive : François de Rugy, le ministre de l'Écologie soi-même ! La loi, bientôt en discussion, n'est guère favorable à Lévy : elle prévoit la ré-

duction de la part d'électricité produite par les centrales nucléaires, mais aussi la modification du mode de calcul des tarifs de l'énergie, pour « limiter les hausses sur facture des

consommateurs », a déclaré Rugy, le 17 juin sur Europe 1.

Au fait, qui est l'auteur du document envoyé aux députés ? Un certain Antoine Alibert, « chargé des affaires institutionnelles » de Direct Energie, qui a refusé de répondre aux questions du « Canard ». Et où travaillait-il auparavant ? Auprès de la députée Europe Ecologie-Les Verts Eva Sas, dont il était le collaborateur parlementaire... Sur sa page LinkedIn, notre lobbyiste se vante, entre autres, d'avoir coordonné les « amendements écologistes » pour la loi de finances de 2017.

Interrogé sur cette « convergence des luttes » entre ministère, écologistes et adversaires d'EDF, un proche de Rugy se borne à souligner que « le lobbying est surtout du côté d'EDF, qui demande le relèvement du prix du courant d'origine nucléaire de 42 à 52 euros par mégawattheure ».

L'ambiance est décidément électrique.

Jérôme Canard

TOTAL
direct energie

Projet de loi Energie - Climat
Amendements

ARTICLE 8

Avant le premier alinéa de l'article 8 est inséré un alinéa ainsi rédigé :

Au deuxième alinéa de l'article L.336-2 du code de l'énergie, remplacer les mots « 100 térawattheures » par les mots « 200 térawattheures ».

Extrait de la "liasse" d'amendements gracieusement fournie à des députés par Total et sa filiale Direct Energie. En clair, remplacer dans le Code de l'énergie 100 térawattheures (100 millions de mégawattheures) par 200 revient à permettre aux concurrents d'EDF de lui acheter deux fois plus d'énergie nucléaire à bas prix qu'avant !

Renault, des banquiers à la manœuvre

C'EST un banquier d'affaires, Grégoire Heuzé – associé-gérant chez Rothschild et Cie –, qui a martelé l'Etat (APE). Son patron, Martin Vial, qui siège au conseil d'administration de Renault, joue les superviseurs. Quatre

Le gouvernement soigne les à un train de sénateur

LAURA donc fallu trois mois et la mise en grève d'une centaine de services d'urgences pour que la mi- pas de rallonge budgétaire, donc ce sera financé en supprimant des postes et des moyens dans les autres ser- qui culpabilise les patients, bondit Gerald Kierzek. Le vrai problème, ce n'est pas la bobologie, c'est le manque de lits. »